

SILVER, A. I., *The French-Canadian Idea of Confederation 1864-1900*. Toronto, University of Toronto Press, 1982. 257 p.
\$12.50 - \$30.00.

André N. Lalonde

Volume 36, numéro 3, décembre 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304081ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304081ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lalonde, A. N. (1982). Compte rendu de [SILVER, A. I., *The French-Canadian Idea of Confederation 1864-1900*. Toronto, University of Toronto Press, 1982. 257 p. \$12.50 - \$30.00.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36(3), 443-445.
<https://doi.org/10.7202/304081ar>

SILVER, A.I. *The French-Canadian Idea of Confederation 1864-1900*. Toronto, University of Toronto Press, 1982. 257 p. \$12.50 - \$30.00

En 1973, Arthur Silver soutenait, à l'Université de Toronto, sa thèse de doctorat intitulée «Quebec and the French-Speaking Minorities 1864-1917». Il a repris en partie ce travail, en a modifié le point de mire, et grâce à des recherches plus poussées, en a remanié le contenu. Résultat: *The French-Canadian Idea of Confederation 1864-1900*, ouvrage qui constitue une analyse de l'évolution de l'attitude des Québécois envers la Confédération durant les trente premières années de son existence.

L'hypothèse soutenue par le professeur Silver est que le but primordial des Canadiens français durant les pourparlers sur le projet de la confédération consiste à créer une province autonome à caractère français. Les Pères de la Confédération et leurs électeurs ignorent totalement l'existence de 150 000 francophones hors Québec.

Bornant toujours leur champ d'intérêt aux frontières de la belle province, ces mêmes Québécois démontrent peu d'enthousiasme lors de l'annexion des Territoires du Nord-Ouest. Les prairies sont considérées comme étant arides, et donc comme une région inaccessible et inhospitalière. Les Québécois ne désirent ni n'attendent un mouvement de colonisation vers les prairies. Ils prévoient que l'Ouest sera peuplé par des Ontariens et des étrangers venus de l'Europe. Peu importe l'origine des colons qui occuperont les prairies, seules les répercussions économiques éventuelles sur l'Est du pays intéressent les Québécois.

Silver soutient que, lors de l'éclatement de la violence dans la région de la Rivière-Rouge en 1869-70, les résidents de la vallée du Saint-Laurent n'éprouvent aucune sympathie pour ces rebelles. Ce sont les attaques publiées dans la presse ontarienne contre les franco-catholiques du pays qui incitent les Québécois à appuyer la cause des Métis.

Après la création du Manitoba, les Canadiens français du Québec ne considèrent aucunement cette nouvelle province bilingue comme un prolongement de leur patrie. Le Manitoba n'est qu'un nouvel allié inattendu sur la scène fédérale.

De même, les Québécois ne ressentent aucune affinité avec les Acadiens lors de la loi scolaire de 1871 au Nouveau-Brunswick. L'oppression de ces catholiques est regrettable mais on ne peut intervenir pour redresser leurs droits. Seul un gouvernement provincial peut légiférer dans le secteur de l'éducation.

Entre-temps, la reconnaissance des droits linguistiques et éducationnels de la minorité anglo-protestante du Québec et le rôle éminent joué par les membres de cette minorité dans les secteurs politiques et économi-

ques occasionnent une certaine rancune parmi la majorité des Québécois qui s'étaient attendus à ce que leur province soit d'abord et avant tout française. Cette amertume s'accroît au fur et à mesure que les Québécois découvrent à l'extérieur de leur «patrie» l'existence de minorités francophones persécutées par la majorité anglophone. De 1870 à 1875, les Québécois prennent progressivement conscience de leur responsabilité et de leur devoir de défendre les intérêts de ces minorités franco-catholiques.

Le professeur Silver souligne que c'est surtout le déroulement d'une série d'événements dans l'Ouest canadien qui exercent le plus d'influence sur l'évolution de l'attitude des Québécois envers la Confédération. La persécution des francophones de l'Ouest qui atteint son point culminant lors de l'exécution de Louis Riel et la crise scolaire du Manitoba incitent les Québécois à appuyer les revendications des franco-catholiques de l'Ouest. Ils n'ont aucunement l'intention de faire des prairies une terre accueillante pour la colonisation par des Québécois. Cependant, toute attaque contre les francophones de l'Ouest est perçue comme un outrage à la nation canadienne-française. Mais la nation canadienne-française elle-même constitue une minorité au Canada. Malgré leurs efforts, les Québécois ne réussissent pas à sauver la peau de Riel et à imposer la restauration des droits des Franco-Manitobains. Bien au contraire, chaque crise raciale pose une nouvelle menace à la survivance de la nation canadienne-française. Il vaut mieux coopérer, vivre en paix et en harmonie avec la majorité de la population, c'est-à-dire les anglophones.

Ainsi, ayant au début considéré la Confédération comme une union entre des provinces autonomes, les Canadiens français perçoivent, trente ans plus tard, la Confédération comme une entente, un contrat entre les deux peuples fondateurs.

Quiconque lit cet ouvrage aura l'impression que sur certains thèmes, tels l'exécution de Riel, la crise scolaire du Manitoba et l'opposition à toute forme de colonisation de l'Ouest par des Québécois, que l'unanimité régnait parmi les membres de l'élite politico-professionnelle et religieuse qui dominait la société au sein de la belle province. Est-ce exact? Le curé A. Labelle, comme exemple, ne limitait pas la colonisation française aux confins du Québec. Bien au contraire, selon Christian Morissonneau*, le royaume du Nord du curé de Saint-Jérôme comprenait le Nord de l'Ontario et une partie des prairies. C'est suite à la recommandation du curé Labelle que T.-A. Bernier quitte sa province natale et s'établit au Manitoba. On peut sans doute énumérer une multitude d'exemples du genre. Il faudrait donc nuancer plusieurs des énoncés contenus dans cette étude.

L'évidence nous porte à croire que le marasme économique qui afflige le Québec durant cette période a de plus profondes répercussions sur l'opinion de l'intelligentsia et de la masse des Québécois que nous laisse sous-entendre le professeur Silver. Nonobstant leur attachement à

* C. Morissonneau, *La terre promise: le mythe du Nord québécois* (Hurtubise, Montréal, 1978).

la patrie et les directives de l'élite qui préconisait la colonisation du grand Nord, des milliers de Québécois choisissent plutôt d'occuper un *homestead* dans les prairies ou sur une terre en Ontario. Et des centaines de milliers de Québécois décident de s'expatrier aux États-Unis. L'inquiétude engendrée par cet exode met en relief beaucoup plus le rôle et l'influence de la minorité anglophone au Québec, ce qui sert à accentuer davantage la situation parfois déplorable des minorités francophones hors Québec.

La bibliographie incorporée à la fin de cet ouvrage ne contient pas d'articles ou de volumes publiés après le mois de juin 1979. Par exemple, le professeur Silver choisit d'omettre les articles de Robert Painchaud sur le rôle de l'église catholique et la colonisation française de l'Ouest. Pourquoi ces défaillances dans la bibliographie?

On peut également relever dans cet ouvrage quelques erreurs historiques. J'aimerais en signaler une en particulier. Dans son introduction, l'auteur déclare que l'ordonnance scolaire de 1892 limitait l'usage du français à la première année scolaire dans les Territoires du Nord-Ouest, ce qui ne correspond pas tout à fait à la vérité. Il confond «primary course» qui signifiait à la première et à la deuxième année scolaire et le terme «primary year».

Malgré ces lacunes, la riche documentation tirée de la presse par A. I. Silver, a le mérite d'avoir éclairé l'impact des tribulations des minorités françaises sur l'idéologie des Québécois vers la fin du XIX^e siècle.

*Département d'histoire
Université de Regina*

ANDRÉ N. LALONDE